

Adieux aux colonialismes ?

Interroger le colonialisme aujourd'hui ce n'est plus seulement mettre en procès un siècle de domination politique mais essayer de construire une distance analytique, historique, anthropologique, sur un épisode lourd de l'histoire de la domination entre les sociétés et entre les hommes.

La dépendance coloniale est d'abord la tutelle d'un État colonisateur sur une société colonisée, avec ou sans État. C'est aussi la mise en place d'une aliénation durable, tellement durable qu'elle fut suivie de trois décennies de néocolonisation fondées sur des indépendances nationales d'États souverains demeurés sous l'emprise des politiques d'aide et de développement tout au long de la guerre froide. Sous les pas des figures telluriques d'un Franz Fanon ou d'un Patrice Lumumba, s'observe la gangue visqueuse des compromis, des concessions, des marchandages, des corruptions néocoloniales, des États plus ou moins souverains qui racontent l'histoire des ambitions tiers-mondistes et de leur fin. Cette fin, c'est probablement celle de la guerre froide, du monde bipolaire qu'elle structurait, de l'idéologie du progrès héritée du Siècle des lumières, ce projet émancipateur devenu désormais obsolète, ou au moins à reformuler complètement, tant la globalisation contemporaine qui débute avec la fin du XX^e siècle, au début des années quatre-vingt-dix, marque une rupture aussi imparable que les tentatives de prolonger sa survie apparaissent désavouées par l'histoire récente. Réfléchir désormais au colonialisme suppose donc de prendre acte de cette rupture, non pour taxer d'illusions ou d'erreurs les aspirations passées dont le sens demeure, mais pour penser au présent pour l'analyser avant de le modifier dans des termes qui ne sont plus ceux du siècle passé. Les aspirations se mesurent à l'aune de leur historicité plutôt qu'à celle de leur rémanence dans la mémoire et la sensibilité.

Saïd Tamba, à qui ces deux numéros successifs sur le colonialisme sont dédiés par ses amis de *L'homme et la société* est un témoin privilégié de ces décennies où se sont mêlées profondément émancipation et aliénation, à l'image de ce XX^e siècle, symbole de modernité, de révolutions, aussi bien que d'horreurs et de crimes à grande échelle, qui furent des épreuves marquantes pour mesurer la dignité et l'indignité des hommes et des sociétés. Cette mesure demeure en effet, intégralement, l'objectif de toute

science sociale et l'examen rétrospectif du phénomène colonial y trouve, légitimement, une place importante, sous réserve d'échapper aux évaluations complaisantes sur les bienfaits et les méfaits de cet épisode de l'histoire de la domination politique. Ce n'est plus la question. Ce n'est pas la question car d'autres formes de domination, dont la violence est plus sournoise, se développent sous nos yeux.

Ces deux numéros de *L'homme et la société* apportent des éclairages variés qui font le pont entre les formes coloniales de la domination et ses formes contemporaines produites en particulier par l'interdépendance globale engendrée par l'économie de marché mondialisée, les formulations catégorielles, sélectives, des diverses déclinaisons des droits de l'homme, les débats et conflits sur la nature de la démocratie politique du troisième millénaire, sur fond de recyclage, parfois d'ingrédients coloniaux.

La domination politique, culturelle, sociale, religieuse, a encore de beaux jours devant elle et le colonialisme en fut un chapitre majeur. Cette perdurance de la domination n'interdit pas de considérer que le colonialisme fut un chapitre de l'histoire de la domination et qu'il y a lieu désormais de chercher ailleurs les ressorts des formes nouvelles qu'elle revêt aujourd'hui. La plupart des articles qui suivent ouvrent des lucarnes dans cette direction, tout en trouvant leur ancrage dans, où à propos, du phénomène colonial.

Le Tiers-Monde s'est évanoui, le Nord et le Sud sont profondément entremêlés, comme les riches et les pauvres dans chaque société. De nouvelles hiérarchies se mettent en place, où l'Occident, hier colonial et impérial, commence à perdre de sa superbe. Le développement économique et social du XX^e siècle, laisse place au développement durable et à la gestion des ressources de l'environnement qui restructure le champ politique en post-politique.

Évoquer le colonialisme et la mémoire de Saïd Tamba, c'est peut-être, justement, mesurer les ruptures évoquées, autant que les adhérences à l'histoire de nos sociétés. Le colonialisme n'est plus. Mais il demeure proche, intime, car il s'inscrit profondément dans nos exigences d'émancipation comme dans les liens, fussent-ils mémoriels, qui nous aliènent à l'histoire passée et récente. Ce numéro s'efforce d'épargner à ses lecteurs une approche messianique du post-colonialisme dont l'examen est passablement accablant tant les libérations promises ne sont plus au rendez-vous. Il évite aussi une lecture complaisante des sujets, mollement à la mode, du style « ennemis intimes » ou « frères et ennemis », lapalissades romanesques ou cinématographiques, elles aussi post-politiques.

Le colonialisme s'inscrivait dans un univers d'extrême altérité, distante, sauvage, maximisée, et dans une négation radicale de l'identité des colonisés. À l'inverse, à l'heure de la globalisation, les marchandises identitaires se consomment sur tous les étals mais l'altérité est niée, soumise à

des tentatives d'éradication car elle est présentée comme dangereuse, pathogène, potentiellement source de terrorisme, sa forme d'expression la plus désespérée.

L'actuel débat pré-électoral français sur l'identité nationale est à cet égard aussi consternant qu'explicite. Au nom de « valeurs républicaines » mythiques et mythifiées on assiste à une amnésie complète sur la colonisation, à un repositionnement pré-colonial sur la sauvagerie présumée de l'altérité. Celui-ci nourrit le spectacle permanent d'une identité terrorisée et en danger.

C'est dire ainsi que l'examen de l'historicité des formes de la domination politique demeure un champ largement ouvert, peuplé aujourd'hui d'institutions internationales dont la domination s'appuie sur les normes de gouvernance édictées, mais qui demain peut prendre l'un des multiples visages possibles des dominations à venir, post-politiques, voire post-démocratiques.

Ces normes de gouvernance économique ont été dans un premier temps expérimentées dans des zones qui échappaient politiquement et économiquement aux régions dominantes, à commencer par les États-Unis, lesquels, dans les cas du Brésil, du Chili ou de l'Argentine, et parfois avec le recours aux dictatures militaires, ont exporté leurs tristement célèbres « *Chicago Boys* » et autres « *think tanks* » influents, et leurs recommandations de politique économique, ouvrant la voie au néolibéralisme triomphant. Après de telles expériences, c'est-à-dire une fois liquidé ce qui relevait, de près ou de loin, de l'interventionnisme étatique, quand ce n'était pas du socialisme, une fois évincées les figures de l'opposition politique, les formes de la domination économique et de l'hégémonie marchande se sont généralisées au travers du « Consensus de Washington », définies et ordonnées par les institutions internationales d'après-guerre, d'une part, et, d'autre part, par le biais de la multinationalisation des firmes, les normes de gouvernance socialement construites par le monde industrialisé faisant de la déréglementation et de la privatisation des économies du Sud le fil conducteur d'une réappropriation politique. À la phase d'émancipation politique qui caractérisa la période bipolaire des relations internationales, succéda ainsi l'ère de la gouvernance économique, véritable instrument idéologique des nouvelles formes de la domination, imposant un modèle de gestion de l'économie nationale, mais traduisant du coup une récupération économique des indépendances politiques que les pays du Sud avaient, dans la plupart des cas, revendiquées et obtenues.

Mais l'insertion forcée des pays du Sud dans la globalisation, dans la division internationale du travail, celle-ci devant, selon la théorie traditionnelle de l'échange international, élever les niveaux de vie, et plus généralement dans les rets des normes économiques édictées par les pays dominants, a pu, dans certains cas et non des moindres, produire des formes

embryonnaires de puissances aptes à contester l'hégémonie économique américano-européenne. Les cas de la Chine, de l'Inde, du Brésil sont là pour illustrer que le centre de gravité de l'économie mondiale est sans doute en train de basculer, comme en témoignent les échecs récurrents des négociations de l'*Organisation mondiale du commerce* dans le cadre du *Cycle de Doha*, enclenché en novembre 2001, soit deux mois après le 11 septembre, dont l'issue demeure encore très incertaine à ce jour. Il convient en effet de rappeler ici que l'objectif à peine voilé du *Cycle de Doha* était précisément d'insérer les pays pauvres dans la division internationale du travail afin que l'échange de marchandises selon le principe de la spécialisation internationale puisse provoquer une sortie plus ou moins rapide mais effective de la pauvreté. Doha s'interprète alors comme la manifestation de la peur qui anime les pays dominants. Mais c'est l'Inde qui, en juillet 2008, se dressa contre les propositions américaines, et empêcha du même coup qu'un accord multilatéral ne soit trouvé. Le capitalisme globalisé, en élevant le degré d'interdépendance des économies et en éclatant le Tiers-Monde, a enclenché et amplifié l'insécurité générale du monde, plongeant ceux des pays qui sont désormais dominés à la fois par les anciennes puissances coloniales ou impériales, mais aussi par les nouvelles, comme la Chine, dont le processus d'appropriation des matières premières, énergétiques en particulier en Afrique, constitue la manifestation concrète que de nouvelles formes contemporaines de domination impériales sont en gestation, voire en train de se déployer sous nos yeux.

En découle une lutte globale, une violence acquisitive, pour capter les matières premières et les marchés sur lesquels les marchandises doivent être écoulées, dont les échecs successifs des discussions à l'OMC constituent le point apparent. Cette guerre économique est-elle annonciatrice de conflits plus durs, militaires, qui, comme le disait déjà Machiavel dans ses *Discours sur la première décade de Tite-Live*, traduisent en réalité les appétits de domination des uns et des autres, tant est immense la peur de perdre ce qui faisait et fait leur puissance, schéma dans lequel sont entrés les pays qui hier luttaient contre le colonialisme¹ ?

Il n'y avait pas de meilleur hommage à rendre à notre collègue et ami Saïd Tamba que de porter un regard à la fois historique et neuf sur le colonialisme et sur ses échos présents. Penser le colonialisme aujourd'hui, c'est se pencher sur cette problématique du renouvellement des formes de la domination dans le monde, en ayant, en ligne de mire, toujours et encore, l'idée d'émancipation des peuples dominés.

1. MACHIAVEL, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 2004 [1531].

Le colonialisme apparaît donc pour ce qu'il est, un phénomène global et de longue durée, dans lequel les situations concrètes sont variées, et dont les temporalités sont particulièrement heurtées, engendrant du même coup des questionnements multiples. C'est pourquoi les nombreuses contributions ont conduit la revue à opter pour deux numéros successifs. Le premier numéro s'ouvrira sur l'article de Monique Sélim, qui analyse les conditions sociales de l'usage du terme colonialisme, en apportant un éclairage pénétrant sur ce qui différencie l'usage actuel de celui pratiqué antérieurement. Cet article est suivi de celui de Marlène Laruelle, qui revient sur le rapport contradictoire qu'entretient l'Asie centrale avec le passé soviétique. Contradictoire en ce sens que l'Asie centrale peut à la fois se poser en victime de la colonisation soviétique et en acteur de la construction du socialisme en Russie.

Les deux contributions qui suivent traitent de l'islam. La première, signée de Lydie Fournier, revient sur la représentation qui est faite de l'islam par les politiques publiques élaborées en France durant la décennie quatre-vingt, au travers du cas de la ville de Montpellier. L'article de Mathieu Rigouste entend, quant à lui, montrer, en s'appuyant sur les événements du 17 octobre 1961, et au travers de la double métaphore médicale et politique, comment et en quoi s'est institué l'imaginaire de l'ordre et de la menace chez les militaires français.

Le texte de René Gallissot analyse la notion de nationalisme, véritable instrument par lequel les pays hier dominés se sont écartés du socialisme pris selon une dimension internationaliste, telle que l'aurait souhaité Marx. De socialisme, il en est question dans l'article qu'ont signé Diégo Landivar et Émilie Ramillien, au sujet de l'expérience de la Bolivie, depuis l'élection d'Evo Morales. Les deux auteurs livrent une analyse du modèle politique et économique établi par Morales à partir de 2006, en faisant retour sur les conditions historiques de son éclosion. Restant dans le registre du socialisme, la livraison de Pierre Rolle part de l'idée selon laquelle la décolonisation n'a pas débouché, loin s'en faut, sur la formation d'institutions démocratiques dans les pays libérés du joug colonial, ce qui renvoie, selon lui, aux fondements mêmes de la théorie de la démocratie.

Le second numéro que *L'homme et la société* consacre au colonialisme sera composé d'articles de notre ami Saïd Tamba, et de quatre autres textes. Ils feront l'objet d'un avant-propos spécifique.

Bernard HOURS et Thierry POUCH

* * *

Hours Bernard, Pouch T. (2010)

Adieux aux colonialismes ?

In : Hours Bernard (ed.), Pouch T. (ed.). Adieux aux colonialismes ? : tome 1. *L'Homme et la Société*, 174, p. 9-13

ISBN 978-2-296-11334-3

ISSN 2101-0226